

« Introduction »

Nicolas Marceau, Pierre Pestieau et François Vaillancourt

L'Actualité économique, vol. 75, 1999, p. 5-7.

Pour citer ce document, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/602282ar>

DOI: 10.7202/602282ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

INTRODUCTION

Nicolas MARCEAU
Université du Québec à Montréal

Pierre PESTIEAU
Université de Liège

François VAILLANCOURT
Université de Montréal

L'origine de ce numéro spécial remonte à mai 1996. En effet, Nicolas Marceau et François Vaillancourt, ayant été approchés par Paul Lanoie pour préparer un numéro spécial en économie publique, ont profité de la présence de Pierre Pestieau comme conférencier invité au congrès de la SCSE pour lui demander de se joindre à eux. À l'automne 1996, une liste préliminaire d'auteurs fut préparée, des contacts pris et, trois ans plus tard, voici le résultat. L'objectif poursuivi était double : d'une part, mettre en présence des auteurs nord-américains et européens intéressés à contribuer en français à l'économie publique par des textes de synthèse ou d'analyse et, d'autre part, accomplir cela dans un cadre intégrateur permettant au lecteur de retrouver ces contributions dans un seul lieu, d'où l'intérêt d'un numéro spécial. Le contenu de ce numéro de 19 articles reflète les intérêts de recherche des 35 auteurs qui y ont contribué. L'éventail des sujets couverts est large : fiscalité, transferts aux individus et entre gouvernements, dépenses publiques, réglementation. Un tel éventail peut surprendre *a priori*. Les participants à un symposium récent sur l'avenir de l'économie publique concluaient pourtant (Bird, 1994) que pour bien refléter les diversités des activités gouvernementales, le domaine se doit d'être large et ne saurait se limiter aux traditionnelles questions de finances publiques¹.

Nous avons regroupé les textes en deux sections, la première comportant huit textes de synthèse et la seconde 11 textes d'analyse, par ordre alphabétique des premiers auteurs au sein de chacune des sections. La présence de ces deux types de textes, qui ne résulte pas d'un choix délibéré de la part des responsables de ce numéro, nous semble aujourd'hui tout à fait appropriée. En effet, les lecteurs bénéficieront aussi bien de la vision rétrospective offerte par les textes de synthèse que des perspectives de recherche présentées par les textes d'analyse.

1. Les textes de ce symposium sont essentiellement des commentaires sur l'enquête que Pestieau (1994) mena auprès d'un peu plus de 40 spécialistes de l'économie publique.

TEXTES DE SYNTHÈSE

L'article de Pascal Belan et Pierre Pestieau contribue au débat entrepris dans de nombreux pays sur la réforme du système de retraite en démontrant que capitalisation et répartition sont, sous certaines hypothèses, équivalentes et que les réformes proposées ne se limitent pas à passer de l'une à l'autre. Celui de Robin Boadway présente l'évolution de la théorie de l'optimum du second rang en économie publique depuis l'exposé de Lipsey et Lancaster (1956) et soutient qu'une partie importante de l'économie publique normative moderne peut être interprétée comme une analyse du second rang. Benoit Delage présente une revue des travaux les plus importants de la littérature portant sur la compétition fiscale. Jean-Yves Duclos et Martin Tabi indiquent, dans leur article, comment l'usage combiné des courbes de Lorenz et des courbes de concentration des revenus, des impôts ou des transferts permet de résumer facilement et intuitivement l'impact de l'État sur la distribution des revenus.

L'article de Nicolas Marceau et Steeve Mongrain présente une revue des principales contributions des économistes au problème de la dissuasion du crime. Celui de Tracy Snoddon et Jean-François Wen discute des transferts intergouvernementaux. Les auteurs présentent les arguments fréquemment invoqués pour justifier l'usage des transferts entre gouvernements, de même que les facteurs à prendre en compte dans leur design. L'article de Michel Truchon emprunte abondamment à la littérature sur la théorie des choix sociaux et constitue en quelque sorte un survol partiel de cette dernière. Il montre d'abord comment des résultats en apparence si clairs, selon la règle de la pluralité, peuvent venir en contradiction avec le principe de la majorité préconisée par Condorcet. Finalement, François Vaillancourt, dans son article, fait la recension des études récentes sur les coûts de conformité à la fiscalité des firmes et des individus, présentant leurs principaux aspects méthodologiques et résultats.

TEXTES D'ANALYSE

Dans leur article, Alessandro Cigno et Anna Pettini analysent les effets et le choix optimal d'instruments de politique destinés aux familles à l'aide d'un modèle économique où les ménages possèdent un choix en matière de fécondité. Philippe De Donder et Jean Hindriks, dans le leur, développent un modèle de concurrence fiscale entre deux pays identiques qui suggère que la nature du bénéfice élevé de la taxation que l'électeur décisif retire influence la mobilité des pauvres. De leur côté, Georges Dionne, Claire Laberge-Nadeau, Urs Maag, Denise Desjardins et Stéphane Messier évaluent l'effet des règles d'obtention d'un permis de conduire au Québec (1991) sur les taux d'accidents des nouveaux conducteurs. Frédéric Docquier, Philippe Liégeois et Jean-Philippe Stijns proposent, dans leur article, une extension de la comptabilité *générationnelle* d'Auerbach *et al.* (1994) dont il ressort que ce sont les générations qui atteindront l'âge adulte entre 2020 et 2035 qui supporteront la charge fiscale la plus forte. Dans leur article, Leonard Dudley et Claude Montmarquette utilisent un modèle dans lequel le gouvernement maxi-

mise l'output sous la contrainte d'un contrat social et trouvent que la consommation publique a un effet positif et les transferts un effet négatif sur la productivité totale des facteurs.

L'article de Claude Fluet généralise l'analyse de la responsabilité pour faute au cas où la cour n'obtient qu'une information imparfaite sur le comportement de l'agent et montre que le critère juridique de la prépondérance de preuve est compatible avec l'efficacité incitative. Marcel Gérard, dans le sien, décrit l'imposition des revenus du capital en Europe, qui est caractérisée par l'autonomie de juridictions et l'intégration du marché du capital. Il discute de quelques pistes pour sortir de cette hétérogénéité coûteuse. Dans leur article, Marc Germain, Philippe Toint et Henry Tulkens recourent à la fois à la théorie des jeux coopératifs et à celle des jeux différentiels pour établir, au moyen de transferts financiers, une répartition des coûts de dépollution entre pays qui rend la coopération rationnelle, individuellement et au sens des coalitions. Pour leur part, Barbara Lipszyc et Maurice Marchand considèrent un modèle d'assurance-maladie dans lequel les agents ne se différencient que par la gravité de la maladie qui les atteint. Ils montrent comment le partage des risques entre bien-portants et malades et la perte d'efficacité due à l'aléa moral varient selon le schéma de remboursement. Dans son article, Alain Paquet passe en revue les questions reliées à la dynamique de l'endettement public et à ses conséquences économiques et évalue l'évolution des taux d'endettement des gouvernements fédéral et provinciaux au Canada. Enfin, l'article de Yves Zenou propose une explication du chômage fondée sur l'introduction explicite de l'hétérogénéité de la main-d'œuvre et des entreprises sur le marché du travail et les différentes politiques qui permettent de réduire le chômage : allocations chômage, salaire minimum, subvention de la formation professionnelle.

BIBLIOGRAPHIE

- AUERBACH, A.J., J. GOKHALE, et L.J. KOTLIKOFF (1994), « Generational Accounts: A Meaningful Way to Evaluate Generational Policy », *Journal of Economic Perspectives*, 8 : 73-94.
- BIRD, R. (1994), « Symposium on the Future of Public Economics: Introduction », *International Tax and Public Finance*, 1 : 167-168.
- LIPSEY, R.G., et K.J. LANCASTER (1956), « The General Theory of Second Best », *Review of Economic Studies*, 25 : 11-32.
- PESTIEAU, P. (1994), « The Current State and Future Directions of Public Finance », *International Tax and Public Finance*, 1 : 169-174.